

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

# Ce que n'a pas pu dire le juge Jean-Louis Bruguière

**Ancien magistrat, Jean-Louis Bruguière a été pendant une vingtaine d'années à la tête de l'équipe française de juges d'instruction antiterroriste de Paris. A ce titre, il a mené des enquêtes sur des centaines de dossiers liés au terrorisme.**

De notre bureau à Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Considéré comme le meilleur à l'échelle internationale sur ces dossiers, le magistrat choisit en 2007 de se mettre en mise en disponibilité pour se présenter sous les couleurs de l'UMP aux élections législatives, dans le Lot-et-Garonne. Il est battu au second tour par son adversaire socialiste.

Libéré, depuis, de ses obligations de magistrat et donc de son obligation de réserve, Jean-Louis Bruguière a écrit, avec Jean-Marie Pontaut, rédacteur en chef de *L'express*, un livre intitulé «*Ce que je n'ai pas pu dire*», aux éditions Robert Laffont, disponible en librairie depuis lundi dernier.

Dans cet ouvrage qui raconte les grandes enquêtes dont il a eu la charge, l'ancien magistrat consacre évidemment une grande partie aux terroristes algériens, «la menace d'un nouveau type».

Dans son livre comme lors de sa conférence de presse de lundi dernier,

Jean-Louis Bruguière explique d'entrée de jeu que, très vite, il a pris conscience que la lutte contre le terrorisme n'était pas une lutte nationale, même pas européenne, mais internationale.

A l'époque, cela n'était pas évident. Si la France a été, selon lui, «aux avant-postes de la lutte contre le terrorisme islamiste, en l'occurrence le GIA», ailleurs, il y a eu une incompréhension, une mauvaise analyse de la situation faite par «nos partenaires européens et surtout par les Américains».

Jusqu'en septembre 2001, dit-il encore, les Etats-Unis n'ont pas pris la mesure de la menace d'Al-Qaïda. Et de rappeler qu'en 1994 déjà, Djamel Zitouni a fait exactement ce qu'a fait El-Qaïda en 2001, c'est-à-dire utiliser un avion commercial comme arme de destruction massive.

Plus grave que la mauvaise évaluation de la situation de l'époque, l'ancien juge considère que la responsabilité des Etats-Unis dans le développement du terrorisme est colossale. Il y

a eu, dit-il, une erreur stratégique et historique de l'administration Bush sur l'Irak, car incontestablement, au-delà de la problématique géopolitique, l'invasion de l'Irak a été probablement le plus beau cadeau que les Etats-Unis aient pu faire à Oussama Ben Laden. Et de rappeler qu'au moment où Ben Laden était en difficulté après les frappes de 2001 à 2003 qui l'ont fortement affaibli et ont permis de neutraliser une partie de son réseau, l'invasion de l'Irak a permis à Ben Laden un rebond comme elle a été aussi un cadeau fait à l'Iran.

La situation actuelle de risques terroristes intenses «est l'héritage de la disparition de l'Irak, ou en tous cas du chaos qui a été généré par l'intervention dans ce pays».

L'autre problème majeur est celui du Pakistan. Là aussi, dit-il, l'on a fait des erreurs et des mauvaises interprétations et cela n'est pas du seul fait des Etats-Unis. Il rappelle que, pour lui, Musharraf n'est pas un personnage fiable, cela, il a eu à le dire devant le Sénat

américain.

Musharraf a perdu le contrôle administratif de la situation comme il a perdu le contrôle d'une partie de l'armée et des services de sécurité, avec le risque très grand de talibanisation du Pakistan et un effondrement du système. Le vrai problème aujourd'hui pour cet ancien juge n'est plus l'Irak mais la problématique pakistano-afghane.

**Sans le choix algérien de l'annulation des élections de 1992, nous aurions eu un Maghreb talibanisé à notre porte**

Dans sa description de la «montée des périls» et notamment dans la partie consacrée à l'Algérie et intitulée «l'Algérie, moteur des mouvements islamistes radicaux», Bruguière tord le cou à la thèse de ceux qui ont expliqué et qui continuent d'expliquer le terrorisme algérien par l'interruption en janvier 1992 du processus électoral.

Au journaliste, co-auteur qui lui rappelle que l'interruption du processus électoral en Algérie est à l'origine

du terrorisme, il répond (page 299) : «Les mouvements islamistes radicaux en Algérie ne datent pas de 1992.

Dès les années 1970, des manifestations d'étudiants pro-islamistes apparaissent.

Des actes de vandalisme sont commis dans les bars où l'on sert de l'alcool, ou contre les femmes ne portant pas le hijab.»

Et de rappeler que dès sa création le 16 décembre 1989, le FIS «condamne les partis prônant la contradiction» et que le nouveau parti «se montre d'emblée radicalement opposé à la démocratie».

Et au journaliste qui lui dit que cette interruption a été «une décision antidémocratique qui a beaucoup choqué l'opinion occidentale», le magistrat en retraite a, notamment, répondu : «...Aucune démocratie occidentale n'a connu la situation de l'Algérie, avec des mouvements politiques – soutenus en sous-main par des groupes armés – mettant en péril l'ordre démocratique en prônant l'instau-

ration de la charia comme seule règle légale... Le risque d'un embrasement général était réel. Aujourd'hui, avec le recul, il faut bien reconnaître que sans ce choix, nous aurions probablement un Afghanistan à notre porte et un Maghreb talibanisé».

Sur le terrorisme dans notre pays, Jean-Louis Bruguière, qui était aux premières loges dans les enquêtes antiterroristes, développe beaucoup certaines affaires dans cet ouvrage et donne des détails dont certains n'étaient pas connus. Aux questions de certains journalistes présents à la conférence de presse de lundi sur le rebondissement de l'affaire Tibehrine, l'ex-magistrat répond qu'il ne se dérobe pas aux questions mais qu'il se refuse à commenter une affaire en cours, il n'en a pas le droit.

K. B.-A.

*Ce que je n'ai pas pu dire*, livre de Jean-Louis Bruguière, entretiens avec Jean-Marie Pontaut, Editions Robert Laffont.

## HUIT ANS APRÈS LES INONDATIONS DE BAB-EL-OUED

# Les traces ont disparu, mais les souvenirs sont toujours là

**Bab-el-Oued. 10h du matin. Tout le monde vaque à ses affaires. Rien n'indique qu'il y a huit ans, ce quartier populaire a connu des inondations qui ont causé la mort de plusieurs centaines de personnes et d'importants dégâts matériels. Les traces ne sont plus là, mais la tragédie est encore dans toutes les mémoires.**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) -** A la plage R'mila, Ami Saïd est assis sur un rocher, revisitant du regard l'avaloir où se jettent les eaux pluviales venant des hauteurs. Le corps de son fils aîné, Salah, avait été rejeté sur cette même plage, par ce même avaloir ! Pour Ami Saïd, si les traces d'une telle catastrophe ne sont plus là, cette image restera cependant à jamais gravée dans sa mémoire. Huit ans sont certes déjà passés, mais pour lui, c'est comme si c'était hier. Jour et nuit, il ressasse cette tragédie. Il l'emportera même, affirme-t-il, avec lui dans sa tombe. A Bab-el-oued, cette commune qui compte 180 000 habitants entassés sur 2 km², le décor a changé, comme en témoigne un natif du quartier, qui avoue que, pour une fois, les autorités locales ont fait quelque chose de bien. Mais à quel prix ! clame-t-il. Il a fallu que des vies humaines soient emportées par des eaux déchaînées, que le chagrin frappe de plein fouet le cœur de centaines de familles, qui garderont toujours en eux le souvenir douloureux de ce drame. Aujourd'hui, le front de mer de Bab-el-Oued où flottait, il y a huit ans, des centaines de cadavres, ne renseigne point sur une telle tragédie. Une muraille surplombe la mer, des aires dégagées, des espaces publics et des



Photo : Djallel B.

aires de jeux pour enfants ont pris place dans ce décor, autrefois bien étroit et repoussant. Mais il faut le dire, bien que les habitants de Bab-el-Oued reconnaissent un grand changement et des efforts considérables de la part des autorités locales, cette image terrifiante est toujours là, elle hante toujours les esprits et la mémoire collective de citoyens victimes d'une gestion anarchique de la chose publique, qui lui ont coûté ce que tout le monde sait. Place Triolet. Il est tout juste midi. Au n° 43 de la rue Rachid-Kouach (citée Groupe-Taine), où un marché fut emporté par les inondations un certain 10 novembre 2001, un stade de football et un terrain de basket-ball ont pris place.

Sous un temps ensoleillé, des bambins jouent au foot et un marchand de sardines fait le tour des immeubles. Au milieu de ce décor paisible, quelques jeunes gens du quartier, regroupés en face d'une école primaire, discutent de

tout et de rien. Interrogés, ils disent qu'il y a une scène qui, de toutes celles du drame qui se sont produites à Bab-el-Oued, les a marqués à jamais. C'était au petit matin de ce jour maudit. Une mère de famille regardait de son balcon, sans pouvoir agir, son fils âgé de 10 ans accroché au mur de son école. Tout à coup, un container emporté par les eaux qui déferlaient depuis Oued-Korich l'emporta à jamais. Les habitants du quartier s'en veulent toujours, du fait qu'ils étaient là et qu'ils ne pouvaient rien faire devant ce déluge impressionnant. Sa mère, ne pouvant supporter son chagrin, a rendu l'âme quelques jours plus tard.

Les témoins de ce drame ne sont finalement pas les seuls à s'en vouloir. Tous les habitants de Bab-el-Oued disent n'avoir qu'un seul remords, celui d'avoir vu des centaines de citoyens emportés par les eaux sans pouvoir agir.

M. M.

## ALORS QUE LE RATISSAGE SE POURSUIVAIT TOUJOURS Deux militaires tués dans une embuscade à Guerrouma

Depuis jeudi, les forces spéciales de l'ANP, appuyées par des patriotes qui connaissent parfaitement le terrain, sont en ratissage dans la région comprise entre les communes de Boukram et Guerrouma, dans la wilaya de Bouira, et Tablat, dans la wilaya de Médéa. Selon des sources sûres, le ratissage est intervenu après que des citoyens eurent signalé aux militaires stationnés dans les parages, un mouvement de terroristes qui rôdaient dans les lieux depuis quelques jours.

Sitôt informées, les forces de l'ANP se sont déployées sur un vaste périmètre, bouclant les lieux et toutes les issues pour éviter toute fuite du groupe terroriste.

Avant-hier, alors que le ratissage se poursuivait, un convoi militaire qui se dirigeait vers Guerrouma pour prêter main-forte aux militaires déjà sur place, a été la cible d'un attentat à la bombe. L'explosion qui a eu lieu au lieu-dit Trareh, a fait renverser un des camions du convoi, tuant sur le coup deux militaires, un adjudant et un caporal, et en blessant cinq autres. Hier mardi, des sources parlent d'autres renforts pour cette opération qualifiée d'importante et qui serait même supervisée directement depuis le PC de l'ANP à l'aide de Google earth.

Durant la journée d'hier, des hélicoptères survolaient la région et pilonnaient tous les lieux suspectés d'abriter les groupes terroristes qui se sont scindés en petits groupes de quatre à cinq éléments afin de limiter les pertes.

Des sources très au fait de la donne terroriste imputent cet important déploiement de l'armée sur cet axe compris entre Guerrouma, Boukram et Tablat, au fait qu'un important rendez-vous du GSPC allait avoir lieu en présence des responsables zonaux du GSPC. Un rendez-vous qui aurait été déjoué grâce à la vigilance des forces de sécurité. Aucun bilan n'était disponible concernant cette opération qui se poursuit toujours.

H. M.